

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 30 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur 

GEODIS AUTOMOTIVE EST

rue du Jura
68490 Ottmarsheim

Références : 0006703638_2024-04-25_GEODIS_VIIC_entrepôts
Code AIOT : 0006703638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement GEODIS AUTOMOTIVE EST implanté Zone Industrielle et portuaire RUE DU JURA 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEODIS AUTOMOTIVE EST
- Zone Industrielle et portuaire – rue du Jura - 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006703638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEODIS AUTOMOTIVE EST exploite sur le territoire de la commune de Ottmarsheim (zone industrielle et portuaire), un entrepôt logistique composé de 4 cellules de stockage. Au titre des ICPE, la société GEODIS AUTOMOTIVE EST est autorisée à exploiter à cette adresse, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 26 novembre 2003.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024 – Action Post accident – Rouen

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

n°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II - point 1.4.I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des matières stockées simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II Point 1.4.I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II - point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

n°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mise en œuvre du confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2017 annexe II - point 11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II - point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les non-conformités aux prescriptions contrôlées suivantes:

point de contrôle n° 1 :

- la non-pertinence de la typologie employée dans l'état des matières stockées ;
- l'absence de mise à jour de cet état des matières stockées à fréquence hebdomadaire ;

point de contrôle n° 2 :

- la non-pertinence de la typologie employée dans l'état des matières stockées simplifié ;

point de contrôle n° 3 :

- l'incomplétude du Plan de Défense Incendie présenté par l'exploitant ;

point de contrôle n° 5 :

- l'absence d'un dispositif automatique de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ;</p> <p>en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection, son état des matières stockées ainsi que le plan détaillé de ses installations, utilisé pour réaliser cet état.</p> <p>Ces documents, hébergés sur un espace de stockage virtuel partagé, donc externalisé, sont accessibles par tout temps, y compris en cas de perte d'utilité sur le site. De plus, l'Inspection a constaté qu'une copie de ces documents était stockée dans une armoire située dans le hall d'accueil de l'entrepôt et regroupant l'ensemble des documents utiles en cas d'incendie.</p> <p>L'état des matières stockées présenté par l'exploitant prend la forme de deux tableaux (un pour le stockage en rack et un pour le stockage en masse), croisant les différentes cellules de stockage et les grandes familles de matières présentes sur site.</p> <p>La typologie de familles de matières retenue par l'exploitant s'appuie sur les rubriques ICPE 1510 (matières combustibles) et 1530 (papier/carton).</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté dans les cellules 1 et 4, la présence de pare-chocs automobile, composés de matières synthétiques. L'Inspection considère qu'en cas d'incendie, ces matériaux peuvent dégager des fumées particulièrement toxiques et qu'à ce titre, cette famille de produit doit apparaître distinctement dans l'état des matières stockées.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a informé l'Inspection, qu'aucun produit stocké sur son site ne comportait de mention de danger, ni ne présentait de risques particuliers en cas d'incendie.</p> <p>Lors du contrôle sur site, par échantillonnage dans les cellules 1, 2 et 4, l'Inspection n'a pas constaté la présence de ces types de produits.</p> <p>Concernant la fréquence de mise à jour de son état des matières stockées, l'exploitant a informé l'Inspection que celle-ci était réalisée à fréquence mensuelle.</p> <p>Au regard de la non-pertinence de la typologie de matières stockées choisie par l'exploitant, et de</p>

l'absence de mise à jour de l'état des matières stockées à fréquence hebdomadaire, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...]</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ;</p> <p>un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Si, de par sa conception, l'état des matières stockées présenté par l'exploitant (cf. point 1) pourrait faire office d'état des matières stockées synthétique, l'Inspection constate, au regard de la non-conformité identifiée au point 1 relative à l'absence de certaines familles de matières dans l'état des matières stockées (ex. pare-chocs de voiture en plastique), que le contenu de cet état des matières stockées n'est pas pertinent.</p> <p>Au regard ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...]</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, [...]</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;

[...] »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection sont Plan de Défense Incendie (PDI), dans sa version 1.

A l'occasion du contrôle en salle, l'Inspection et l'exploitant ont passé en revue ce document au regard de la prescription contrôlée.

Au cours de cette vérification, il a été identifié un certain nombre de manquements, à savoir :

- Si le PDI présenté par l'exploitant, comporte un chapitre 4 intitulé « Compétences du personnel susceptibles d'intervenir sur les moyens de secours », l'Inspection constate l'absence de justification des compétences précises du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et/ou RIA, tant en termes de formation, de certification que d'entraînement ;
- L'absence de plan lisible permettant de localiser les murs coupe-feu ;
- L'absence du plan des réseaux prévus à l'article 1.6.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;
- Si on retrouve page 5 du PDI, un plan des moyens incendie, l'Inspection constate qu'il s'agit d'une réduction d'un plan réalisé pour un format plus grand et que la légende est illisible ;
- L'Inspection constate l'absence de plan décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations et des modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- Si les commandes de désenfumage prévues au point 5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 15/04/17 apparaissent bien sur le plan présenté page 5 du PDI, l'Inspection constate qu'en l'absence d'une légende lisible, ce plan n'est pas opérationnel ;

Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Les autres points contrôlés n'apportent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

« [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie [...] »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, copie du contrat d'entretien des

<p>espaces extérieurs (contrat référencé D-20240000024 du 24/01/2024) passé avec une société spécialisée. La prestation contractualisée porte notamment sur la tonte des espaces enherbés, 6 fois par an et le ramassage des déchets avant réalisation de celle-ci.</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté par échantillonnage et de façon visuelle, le bon état de propreté et d'entretien des cellules 1, 2 et 4.</p> <p>Lors de la visite en extérieur, l'Inspection a parcouru les abords des façades Nord, Est et Sud de l'entrepôt. Sur l'ensemble des espaces visités, il a été constaté la propreté et l'entretien des voiries, de leurs abords et des espaces végétalisés.</p> <p>L'Inspection a également constaté l'absence de sources potentielles d'incendie aux abords immédiats de l'entrepôt.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre du confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, annexe II - point 11
Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite des abords de l'entrepôt, l'exploitant a signalé à l'Inspection, qu'en cas d'incendie, les plans inclinés menant aux quais faisaient office de volume de confinement des eaux d'extinction.</p> <p>Ce confinement, externe à l'entrepôt est mis en œuvre manuellement par la commande d'une vanne martellière.</p> <p>Considérant l'absence d'une mise en œuvre automatique du confinement, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois